

Le fait du jour

« Le système de santé publique est en rade »

Au CHU de Bordeaux, une grève de 62 jours aux urgences de l'hôpital Saint-André, situé en cœur de ville, a mobilisé le personnel soignant. Une infirmière témoigne de son vécu

ISABELLE CASTÉRA
L'astère@sudouest.fr

Il est infirmière aux urgences de l'hôpital Saint-André, en cœur de ville, à Bordeaux, 20 000 patients accueillis chaque année, selon la direction du CHU. 22 000, selon les syndicats des personnels soignants. Macha (1) a souffert de témoignage de la lutte gagnante qui a mobilisé son service pendant 62 jours. Une grève dure, qui a débuté le 25 décembre pour s'achever fin février.

« Je suis syndiquée, commence-t-elle. Mais avant tout, j'aime ce métier, je l'ai choisi au corps. L'hôpital, la santé publique, le soin pour tous, l'empathie ont toujours guidé mes choix. On n'est pas des va-et-génie ni des affreux, j'ai juste besoin de travailler dans la direction. On bose avec conscience et avec cette même conscience, on se mobilise. Dites-leur. »

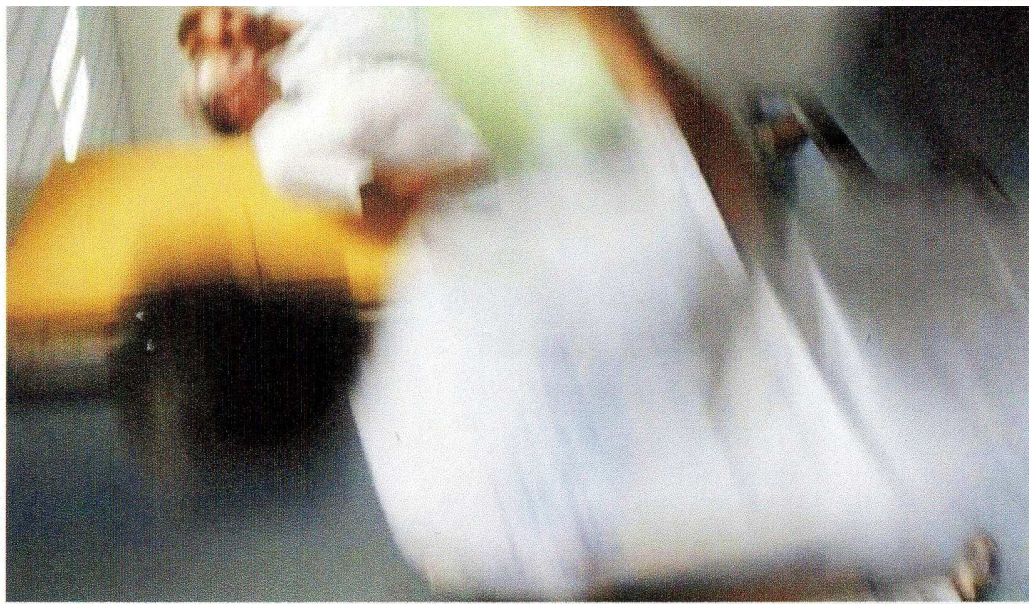
Sur le fil du rasoir

Elle raconte à mots pesés comment, en dix ans, la situation s'est dégradée. Analyse: « Oui, les urgences saturent. Nous, par exemple, en contre-ville, reviens de plus en plus de personnes âgées, avec des pathologies plus compliquées à traiter. Sans oublier les soins domicile, les exclus, les précaires. En 2013, les urgences de Saint-André ont été renouées et un grand couloir-lavage a été ouvert. So-disant pour aérer, fluidifier. Tu parles ! Il est rempli de brancards pressés que tous les jours. Des brancards en souffrance, posés côte à côte. Imaginez : la dame de 86 ans épousée à côté du punk à chenailoisé qui monde pour aller passer à côté d'une jeune fille qui souffre de coliques néphrétiques et d'un homme en proie à une pancréatite aiguë... Et aussi tous ceux qui attendent un examen. Les boxes sont saturées en permanence. La plupart du temps, on garde des plus vieux attentifs d'un lit d'aval, pendant trois jours, comme ça ».

L'HÔPITAL SORT DU SILENCE

L'hôpital, en France, est en crise. Tandis que les urgences surchauffent, la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, promet une réforme des modes de rémunération de l'hôpital public d'ici l'été. Selon elle, 25 % des dépenses de santé sont liées à « des actes non pertinents et pourtant facturés et remboursés » (1). En attendant, le personnel hospitalier sort du silence et les réseaux sociaux rivalisent de hashtags, de #BalanceTonHôpital, à #FierDeMonHôpital, jusqu'au « No Bed Challenge », pour les urgences saturées. « Sud Ouest Dimanche » décrypte ce malaise dans notre région, relate le témoignage terrible d'une infirmière et livre l'analyse du directeur général d'un CHU classé en tête des hôpitaux français.

(1) « Libération », 14 décembre 2017.



« Les urgences en première ligne »

TÉMOIGNAGE Pour les collectifs d'usagers, l'hôpital subit le manque de généralistes et de spécialistes

Au terme de 62 jours de grève et après des négociations après, la direction du CHU a finalement accepté les revendications des salariés.

PHOTO ILLUSTRATION S.O.

Que les soins prodigués, à l'hospice, soient déficitaires, ça ne devrait pas être un problème. On n'a pas gagné, la crise continue dans les couloirs des urgences. Les lits fermés à l'hôpital, et on est obligé, pour faire hospitaliser les personnes très malades, de les faire dormir deux à trois nuits sur les brancards. Alors, on travaille avec les cliniques privées, on n'a plus le choix. Le système de santé publique est en rade. De l'intérieur, on le voit ».

(1) Macha n'est pas son véritable prénom.
(2) Ent'Espèce! une semaine, ni-mars, deux femmes âgées de 60 et 73 ans sont décédées à Rennes et à Béziers, dans des services d'urgences surchargés.

« L'hôpital n'est pas une entreprise, mais d'abord un service public »

PHILIPPE VIGOUROUX, le directeur général du CHU de Bordeaux, l'un des rares en France qui ne soit pas déficitaire, livre son regard sur la crise

« Sud Ouest Dimanche » Comment analysez-vous cette crise hospitalière contemporaine ?

Philippe Vigouroux : À mon sens, c'est soviétique. Les moyens accordés aux hôpitaux augmentent chaque année, régulièrement, pas autant que l'on souhaiterait, mais tout de même, la Nation fait un effort constant. La question du management est, souvent, remise en cause. Au CHU, nous gérons 14 000 salariés. Le management est partagé dans un directeur majoritairement médical. Les décisions ne sont pas prises dans une logique financière. L'hôpital n'est pas une entreprise, mais une construction humaine au service de gens affaiblis par la maladie. Certains des idées reçues.

Force est de constater que les urgences saturent à Bordeaux aussi. Que les soins manquent, et que le nombre de lits diminue. Alors ?

L'hôpital est un service public qui tourne 24 heures sur 24. Les effectifs de soignants sont régulièrement mesurés en fonction de la charge de travail. En 2016, on a embauché 40 personnes, et 50 en 2017. Lors de la grève aux urgences de Saint-André, le dialogue social n'a jamais été rompu. J'ai personnellement dû travailler avec le personnel en grève. Philippe Bevilacqua, directeur des urgences, le directeur Philippe Bevilacqua, et moi-même, nous sommes allés à l'hôpital de nuit, et nous avons travaillé avec le personnel en grève.

« N'oubliez pas que la finalité du CHU, ce n'est pas d'être rentable, mais de soigner les gens malades ».

Le patron des urgences, le docteur Philippe Bevilacqua, a-t-il été flexible en ce moment ?

« N'oubliez pas que la finalité du CHU, ce n'est pas d'être rentable, mais de soigner les gens malades. La qualité des soins est notre souci majeur. Innovation au service des patients et l'ambulance n'est pas mise en place parce que c'est moins cher, mais parce que les patients le veulent. »

Quid de la diminution du nombre de lits ?

Certes, il y a une pression à la réduction, elle est nécessaire. Désormais, nous allons vers moins d'hôpitaux, d'hospitalisations et plus de plateformes techniques. Nous avançons vers l'ambulance et, déjà, au CHU, nous avons des services qui fonctionnent. En clair, la véritable économie que nous envisageons, 1 million d'euros en 2015, 2016 et

« NO BED CHALLENGE »

Depuis début janvier, les médecins urgentistes démontent bénévolement sur Internet le nombre de patients qui passent la nuit dans un brancard, faute de lits suffisants. Selon les chiffres du « No Bed Challenge » (NBC), entre le 10 janvier et le 9 mars, 15 000 patients, avaient subi cette situation en France.

Plus récemment, dans la nuit du vendredi à samedi, ils étaient 68. Dans la région, cette nuit-là, plus de 8 malades ont fait face à ce problème à l'hôpital de Niort, entre 5 et 8, au CHU de Bordeaux. Les centres hospitaliers d'Angoulême (élu gagnant de la semaine) et du mois) et de Bayonne n'ont signalé aucun « patient brancardé ».

2017 en choisissant cette technique innovante au CHU, qui sauve 70 % des cerveaux au lieu des 30 % jusqu'à. Et pourtant il n'y a pas eu de débat. Si j'étais un chef d'entreprise, j'aurais dit : « Ça va nous planter, donc non » si ma finalité était le profit, je ne l'aurais pas fait. Il n'y a que le public qui puisse prendre une telle décision, contraire à notre intérêt financier, mais en phase avec le progrès de santé publique.

Recueilli par Isabelle Castéra

C'est la restructuration. L'ambulance est notre enjeu, nous sommes entrés dans une nouvelle culture de l'hôpital.

Ce dernier est financé pour beaucoup via les recettes issues des patients hospitalisés. Comment maintenir l'équilibre financier avec moins de recettes ?

C'est justement pour ne pas perdre de recettes qu'il doit se restructurer et s'organiser avec un fonctionnement sans nuit. Nous travaillons. Être bien soigné, mieux, et rentrer chez soi en sécurité, je tiens à préciser que, depuis deux ans, le CHU de Bordeaux est en équilibre financier, et donc je crée des postes. Mais il me semble que ton pari beaucoup d'argent. La qualité des soins est notre souci majeur. Innovation au service des patients et l'ambulance n'est pas mise en place parce que c'est moins cher, mais parce que les patients le veulent.

Parlons de qualité des soins...

Pour prouver que nos ambitions et nos prises de décisions concernent la plupart du temps des choix médicaux, nous avons des choix médicaux. Nous avançons vers l'ambulance et, déjà, au CHU, nous avons des services qui fonctionnent. En clair, la véritable économie que nous envisageons,